

Afrique du Sud : l'ANC entre populisme et raison

Source AFP Le Congrès national africain (ANC), ultra-majoritaire en Afrique du Sud depuis la chute de l'apartheid en 1994, est tiraillé entre populisme et raison avant des élections générales en 2009 qui pourraient entraîner de profonds changements à la tête du pays. Fracturé depuis le congrès qui, en décembre 2007, a renversé la direction depuis huit ans aux mains du président Thabo Mbeki, l'ANC veut rassurer, mais certains de ses dirigeants adressent de troublants signaux.

"Le problème est qu'ils (la nouvelle direction du parti) expriment des opinions radicalement différentes l'une de l'autre", souligne Robert Schrire, chercheur en sciences politiques à l'Université du Cap. "Cela participe davantage de la confusion que d'une forme de stratégie." "Les investisseurs étrangers, les entrepreneurs nationaux, tous les gens qui s'inquiètent de l'avenir, ne peuvent pas distinguer qui parle au nom de qui", déplore-t-il. Ces dernières semaines, certains comme le vice-président de l'ANC Kgalema Motlanthe ont ainsi soutenu l'indépendance de la Justice, alors que d'autres l'attaquaient de front pour défendre le populaire Jacob Zuma, nouveau chef du parti et rival de M. Mbeki, qui est poursuivi pour corruption. L'ANC est resté sans voix lorsque de fervents partisans de M. Zuma, dont le président de la Ligue de la jeunesse de la formation, Julius Malema, se sont dits prêts à "tuer" pour que leur héros accède en 2009 à la tête de l'Etat. Dans le même temps, des membres de la nouvelle direction tenaient de franches réunions avec des entrepreneurs ou des représentants de la minorité blanche, reconnaissant des errements et promettant d'infléchir la politique dans des domaines contestés. Un semblant d'unisson se dessine autour de la remise en cause de la discrimination positive, pilier de M. Mbeki, qui contraint les entreprises à employer en fonction de la race, parfois aux dépens de la qualification dans un pays où la majorité noire est toujours largement privée d'une éducation correcte. M. Motlanthe, qui vient d'intégrer le gouvernement Mbeki en tant que "ministre à la présidence" pour assurer une transition en douceur, rappelle que "la politique ne va pas changer simplement parce qu'il y a eu un changement de direction". L'ANC ne va pas amender la Constitution "à des fins éphémères", affirme-t-il aussi en réponse à des informations selon lesquelles le parti envisage de protéger le chef de l'Etat en exercice contre toute poursuite judiciaire. Mais ses efforts sont réduits à néant lorsque le secrétaire général Gwede Mantashe taxe par exemple les juges dans l'affaire Zuma de "contre-révolutionnaires". L'ANC "veut envoyer un signal aux marchés, pour éviter la panique" avant les élections générales du deuxième trimestre 2009 dans la première économie du continent, relève Adam Habib, du Conseil de recherches en sciences humaines. En même temps, la nouvelle direction doit répondre aux attentes de la base, qui l'a élue sur la promesse d'une meilleure "écoute" des plus pauvres, souligne Aubrey Matshiqi, du Centre d'études politiques de Pretoria. Ndlr : Pour rappel, c'est l'Afrique du Sud qui conduit la médiation régionale dans le processus de paix au Burundi. Avant son limogeage en 2005 de la vice-présidence sud-africaine, Jacob ZUMA était le principal représentant de la médiation.